



Sur la Charte de Grenoble

Il n'est plus question désormais d'entretenir l'équivoque, il faut déclarer nettement que l'U.N.E.F. est un mouvement politique de masse dont les objectifs sont résolument anti-capitalistes et anti-impérialistes. Qu'est-ce à dire? Cela veut dire que l'U.N.E.F. n'est pas un syndicat au sens strict du terme, pas plus qu'un parti politique étudiant. Pourquoi l'U.N.E.F. ne peut-elle être un syndicat étudiant, réplique plus ou moins exacte des syndicats ouvriers traditionnels ?

Tout d'abord parce que les étudiants ne constituent pas une couche économiquement exploitée : ils ne contribuent pas directement à la formation de la plus-value.

Ensuite, dans la mesure où l'on peut définir, à l'ensemble des étudiants, des intérêts communs, la défense de ceux-ci ne peut, à elle seule, fonder une stratégie anti-capitaliste du mouvement à l'Université, car les étudiants sont à la fois victimes et auxiliaires potentiels du système capitaliste (ex. : de nombreux cas où les débouchés sont insuffisants, mais où les principaux d'entre eux amènent à assumer une fonction répressive dans l'entreprise).

On peut noter à ce sujet l'échec relatif de la pédagogie longtemps prônée à l'intérieur de l'U.N.E.F., et comptant sur une prise de conscience anti-capitaliste des étudiants fondée avant tout sur une « élévation du

niveau de conscience » à partir de leurs « problèmes concrets ».

Par contre, dans une situation caractérisée par la crise structurelle de mutation entre Université libérale et Université technocratique, les étudiants ont été amenés à dévoiler la fonction sociale de l'Université au service du régime capitaliste et à contester la place qui leur était assignée par le nouveau système, aussi bien pour l'immédiat, dans l'Université, que, plus tard, dans la société. La dénonciation du contenu idéologique de l'enseignement prend à cette occasion une place prépondérante dans la lutte.

Mais le mouvement étudiant a surtout démontré sa capacité de mener des luttes anti-capitalistes en dehors du cadre de sa pratique universitaire.

En se battant pour « le pouvoir aux travailleurs », les étudiants ont montré qu'ils savaient poser directement le problème de leur libération en termes d'émancipation de la société tout entière, c'est-à-dire d'expropriation de la classe bourgeoise.

Enfin, le mouvement étudiant français partage la lutte mondiale des autres mouvements étudiants contre le capitalisme et les déviations bureaucratiques du socialisme. Surtout, c'est maintenant en tant que telle (et

non plus à travers de multiples comités « ad hoc ») que l'U.N.E.F. apportera son soutien politique aux forces révolutionnaires en conflit avec l'impérialisme (Vietnam, Amérique Latine, Afrique...).

La possibilité, prouvée en mai, pour un mouvement de masse de se développer en milieu étudiant sur des thèmes directement « politiques » et anti-capitalistes, conduit donc à redéfinir l'U.N.E.F., non seulement dans ses structures, mais dans son rôle.

Est-ce à dire qu'il faille pour l'U.N.E.F. abandonner toute pratique revendicative à l'Université ? Nous ne le pensons pas, pour au moins deux raisons :

D'une part, il ne faut pas négliger les possibilités de mobilisation offertes dans

certains cas par la mise en avant de revendications, à condition qu'elles n'apparaissent pas comme un alibi ou un obstacle, évitant ou empêchant de poser directement des problèmes politiques.

D'autre part, la revendication peut apparaître comme un soutien à la lutte idéologique : exemple des actions menées pour les libertés politiques et syndicales.

En tout état de cause, il est nécessaire que la réflexion des militants, et les discussions menées à la base, permettent au prochain congrès de l'U.N.E.F. de préciser le contenu de la nouvelle Charte, afin que l'U.N.E.F., mouvement politique de masse, participe avec le maximum d'efficacité au combat mondial des forces révolutionnaires.

L'Etudiant de France, Novembre 1968. Nouvelle série n° 3